

*12 novembre 2019*

**Proposition du Conseil administratif du 12 novembre 2019 en vue de l'approbation des modifications des statuts du Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire (GIAP) du 24 août 1994 (PA 103.01) adoptées par le Conseil intercommunal le 22 mai 2019.**

Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux,

### **Exposé des motifs**

Le cadre légal régissant l'accueil parascolaire dans notre canton vient de connaître un important bouleversement, le Grand Conseil genevois ayant récemment adopté **la loi sur l'accueil à journée continue** (LAJC – J 6 32), avec pour conséquence l'abrogation de l'intégralité des dispositions relatives à l'animation parascolaire et au GIAP alors contenues dans la loi sur l'instruction publique du 17 septembre 2015 (LIP – C 1 10).

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2019, la LAJC a pour principal objet de mettre en œuvre l'art. 204 de la Constitution genevoise qui a la teneur suivante:

#### **Art. 204 Accueil parascolaire**

- <sup>1</sup> L'Etat est responsable de l'accueil parascolaire.
- <sup>2</sup> Les enfants qui suivent leur scolarité obligatoire dans l'enseignement public bénéficient d'un accueil à journée continue, chaque jour scolaire.

Cette nouvelle loi constitue ainsi l'aboutissement d'un long processus puisque le contreprojet à l'initiative populaire à l'origine de cette disposition constitutionnelle a été approuvé en votation populaire le 28 novembre 2010 déjà.

Il convient de rappeler que, depuis des décennies, à Genève, l'accès à un accueil collectif à journée continue est garanti à tous les enfants fréquentant les degrés primaires de l'école publique.

Pour ce faire, la gestion du parascolaire a été transférée, en 1994, au Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire (GIAP), institué par la loi sur l'instruction publique du 6 novembre 1940 (LIP). Le GIAP et ses quelque 1400 collaborateurs offrent ainsi quotidiennement une prestation d'encadrement collectif et d'animation à plus de 16 000 enfants à midi et 6500 enfants le soir, après les cours.

Fruit de longs travaux menés conjointement entre l'ACG, le GIAP et le département de l'instruction publique (DIP), le projet de loi à l'origine du texte voté par le législatif cantonal concrétise également le 1<sup>er</sup> train de loi sur la répartition

des tâches entre les communes et le Canton (LRT-1) (A 2 05), ayant conféré aux communes la compétence exclusive de l'accueil parascolaire des élèves du degré primaire de l'enseignement public. Le Canton reste en revanche responsable de l'organisation de l'accueil à journée continue pour les élèves du degré secondaire I (cycle d'orientation).

C'est dans ce contexte que le GIAP s'est penché sur la refonte de ses statuts, rendue nécessaire par le retrait financier du Canton qu'a entériné la LRT-1 lors de son entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> janvier 2017. En effet, les trois sièges dont le Canton disposait au sein du comité ne se justifiant plus, il convenait naturellement de redistribuer ceux-ci entre les communes membres. Il n'est ainsi pas surprenant que les nouveautés majeures introduites par les nouveaux statuts, ici soumis à votre approbation, concernent quasi exclusivement le comité, sa composition et le mode d'élection de ses membres.

En l'espèce, si le choix a été fait de conserver un comité composé de neuf membres, dont trois sièges resteront dévolus à la Ville de Genève, il est désormais prévu que seuls des magistrats communaux pourront y siéger. Vu la nécessité de répartir les six sièges restants entre les autres communes membres, l'option prise consiste à abandonner le principe d'une élection par le conseil intercommunal au profit d'un mode d'élection tout à fait novateur et mieux représentatif. En substance, trois groupes électoraux, chacun composé de communes selon leur population, seront constitués et les six sièges du comité répartis entre ces groupes en proportion des contributions des communes (voir le tableau concrétisant ce calcul en annexe). En outre, la présidence du groupement sera confiée à la Ville de Genève. Enfin et de manière à conserver un lien avec le département, le Canton continuera à disposer d'un délégué au sein du comité du groupement qui y siègera avec voix consultative.

Pour le surplus, la révision des statuts du groupement, qui datent de 1994, fut aussi l'occasion de procéder à un «toiletage» de certaines dispositions, soit le réajustement des statuts aux pratiques actuelles (notamment quant au calcul des cotisations), mais aussi de consacrer certains renvois en vue de la rédaction d'un futur règlement du groupement.

Ce projet de nouveaux statuts a été approuvé à l'unanimité des représentants des communes membres lors de la séance du conseil intercommunal du groupement du 22 mai 2019.

Au bénéfice de ce qui précède, le Conseil administratif vous invite, Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, à voter le projet de délibération ci-après.

## PROJET DE DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'exposé des motifs;

vu les art. 30, al. 1 lettre u), 48, lettre b) et 52, al. 2 de la loi sur l'administration des communes du 30 avril 1984 (LAC – B 6 05);

vu l'art. 7, al. 4 de la loi sur l'accueil à journée continue du 22 mars 2019 (LAJC – J 6 32);

vu l'art. 15, al. 2 des statuts du Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire du 24 août 1994;

vu la décision du conseil intercommunal du 22 mai 2019, prise à l'unanimité des voix des membres du groupement, d'approuver la modification des statuts;

sur proposition du Conseil administratif,

*décide:*

*Article unique.* – D'approuver les modifications suivantes des statuts du Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire (GIAP) du 24 août 1994 (PA 103.01):

### «CHAPITRE I – Dispositions générales

#### *Article 1*

##### *Dénomination*

Le groupement intercommunal pour l'animation parascolaire (ci-après le groupement) est un groupement intercommunal doté de la personnalité juridique, institué par l'art. 7 de la loi sur l'accueil à journée continue du 22 mars 2019 (J 6 32 – LAJC) et composé des communes intéressées de la République et canton de Genève.

#### *Article 2*

##### *But et activités*

- <sup>1</sup> Conformément à la loi sur l'accueil à journée continue, le groupement a pour but d'assurer l'encadrement collectif des enfants du degré primaire qui suivent leur scolarité obligatoire dans les écoles publiques du canton, en complémentarité aux horaires scolaires, les jours d'école.

<sup>2</sup> L'accueil à journée continue a pour buts d'aider les parents à concilier vie familiale et vie professionnelle et d'offrir à chaque enfant un accueil de qualité, contribuant à son développement harmonieux.

#### *Article 3*

*Inchangé.*

#### *Article 4*

*Siège*

Le groupement a son siège au secrétariat de l'Association des communes genevoises (ACG).

### **CHAPITRE II – Finances**

#### *Article 5*

*Ressources financières*

- <sup>1</sup> Les ressources financières du groupement sont constituées par:
  - a) Les participations financières des familles;
  - b) Les contributions annuelles des communes;
  - c) Les autres recettes, telles que les dons, legs et subventions.
- <sup>2</sup> Le groupement peut recourir à l'emprunt dans les limites fixées par la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 (B 6 05 – LAC).

#### *Article 6*

*Contributions de chaque commune*

- <sup>1</sup> Les contributions des communes sont réparties entre elles à raison de:
  - a) 75%, proportionnellement au nombre d'enfants domiciliés sur le territoire de chaque commune membre et qui participent aux activités parascolaires du groupement;
  - b) 25%, proportionnellement au nombre d'habitants de chaque commune membre.
- <sup>2</sup> Le règlement du groupement, adopté par le conseil intercommunal, précise les modalités de calcul.

*Article 7*

*Exercice*

L'exercice est annuel et débute le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

*Article 8*

*Comptabilité*

La comptabilité du groupement est tenue conformément aux dispositions de la LAC et de son règlement d'application.

**CHAPITRE III – Organisation du groupement**

*Article 9*

*Organes du groupement*

Les organes du groupement sont:

- a) le conseil intercommunal;
- b) le comité;
- c) la direction, assumée par le directeur général de l'ACG ou son remplaçant.

**CHAPITRE IV – Le conseil intercommunal**

*Article 10*

*Composition*

- <sup>1</sup> Le conseil intercommunal constitue l'organe suprême du groupement.
- <sup>2</sup> Il est composé d'un représentant par commune, en la personne d'un membre de l'exécutif communal délégué par celui-ci.

*Article 11*

*Séances*

- <sup>1</sup> Le conseil intercommunal se réunit au moins une fois par année en séance ordinaire.
- <sup>2</sup> En outre, il se réunit en séance extraordinaire chaque fois que le comité le juge utile ou à la demande de 1/5 des membres du groupement.
- <sup>3</sup> Les séances du conseil intercommunal ne sont pas publiques.
- <sup>4</sup> Le conseil intercommunal peut prononcer le huis clos.

### *Article 12*

#### *Convocation*

Le conseil intercommunal est convoqué au moins 10 jours à l'avance; la convocation mentionne l'ordre du jour.

### *Article 13*

#### *Quorum et délibérations*

- <sup>1</sup> Le conseil intercommunal délibère à la majorité des voix exprimées, quel que soit le nombre des communes représentées.
- <sup>2</sup> Les décisions relatives au recours à l'emprunt et à la modification des statuts doivent être approuvées par au moins deux tiers des communes membres du groupement; les compétences des conseils municipaux prévues par la LAC demeurent réservées.
- <sup>3</sup> Les décisions ne peuvent concerner que des affaires inscrites à l'ordre du jour.

### *Article 14*

#### *Droits de vote*

- <sup>1</sup> Les droits de vote sont répartis entre les communes selon les mêmes principes que ceux régissant la répartition des contributions des communes fixée à l'art. 6 al. 1 des présents statuts.
- <sup>2</sup> Chaque commune dispose au moins d'une voix.
- <sup>3</sup> Le règlement du groupement, adopté par le conseil intercommunal, précise les modalités de calcul.

### *Article 15*

#### *Procès-verbal*

Il est tenu un procès-verbal des séances du conseil intercommunal.

### *Article 16*

#### *Compétences du conseil intercommunal*

Le conseil intercommunal a les attributions suivantes:

- a) adopter le budget et fixer les contributions des communes;
- b) adopter les crédits d'engagement et les modalités de leur financement;
- c) décider du recours à l'emprunt, sous réserve des dispositions spécifiques de la LAC;

- d) approuver les comptes du groupement;
- e) donner la décharge au comité;
- f) nommer chaque année en son sein deux contrôleurs de gestion;
- g) désigner chaque année l'organe de révision;
- h) fixer les montants des indemnités accordées aux membres du comité;
- i) adopter les modifications des statuts du groupement, sous réserve des dispositions spécifiques de la LAC;
- j) adopter les règlements du groupement.

## **CHAPITRE V – Le comité**

### *Article 17*

#### *Composition*

- <sup>1</sup> Le comité constitue l'organe exécutif du groupement.
- <sup>2</sup> Il est composé de neuf membres et comprend:
  - a) trois représentants de la Ville de Genève désignés par son conseil administratif parmi ses membres;
  - b) six représentants des autres communes membres élus parmi les magistrats communaux.
- <sup>3</sup> Les communes membres autres que la Ville de Genève sont réparties dans chacun des trois groupes suivants en fonction de leur population, soit:
  - a) Un premier groupe constitué des communes comptant plus de 15 000 habitants;
  - b) Un deuxième groupe constitué des communes comptant de 10 000 à 15 000 habitants;
  - c) Un troisième groupe constitué des communes comptant moins de 10 000 habitants.
- <sup>4</sup> La répartition des sièges entre les trois groupes mentionnés à l'alinéa précédent s'effectue en proportion des contributions des communes; les modalités de calcul sont précisées dans le règlement du groupement.
- <sup>5</sup> Chacun de ces groupes dispose d'un représentant au moins au sein du comité.
- <sup>6</sup> Chacun de ces groupes élit ses représentants à la majorité absolue des voix exprimées au premier tour, à la majorité relative au second tour, quel que soit le nombre de communes représentées, chaque commune disposant d'un nombre de voix correspondant à celui de sièges à pourvoir.
- <sup>7</sup> A l'exception de la Ville de Genève, aucune commune ne peut disposer de plus d'un représentant au sein du comité.

- <sup>8</sup> Les membres du comité sont désignés pour une période correspondant à la durée d'une législature communale, débutant le jour de leur élection et se terminant lors de la première séance ordinaire du conseil intercommunal de la législature suivante. Leurs mandats sont reconductibles.
- <sup>9</sup> Tout membre du comité qui perd sa qualité de magistrat communal en cours de la législature communale par démission ou révocation est considéré comme démissionnaire.
- <sup>10</sup> En cas de décès ou de démission d'un membre du comité, il est pourvu à son remplacement pour la période restant à courir jusqu'au renouvellement du conseil intercommunal.
- <sup>11</sup> L'Etat de Genève est représenté au sein du comité par un délégué du département en charge de l'instruction publique qui siège avec voix consultative.
- <sup>12</sup> En principe, le directeur général et le directeur opérationnel du groupement ou leurs remplaçants assistent aux séances avec voix consultative.
- <sup>13</sup> En fonction des sujets abordés, le comité peut inviter des experts externes d'autres entités publiques ou privées à assister aux débats, à titre consultatif.

#### *Article 18*

##### *Séances*

- <sup>1</sup> Le comité se réunit aussi souvent que nécessaire et prend toutes les mesures propres à assurer le bon fonctionnement du groupement.
- <sup>2</sup> Les séances du comité ne sont pas publiques.
- <sup>3</sup> Le comité peut prononcer le huis clos.

#### *Article 19*

##### *Convocation et ordre du jour*

- <sup>1</sup> Les membres du comité sont convoqués par écrit.
- <sup>2</sup> La convocation doit indiquer l'ordre du jour qui énonce chaque objet mis en discussion et devant faire l'objet d'une décision.

#### *Article 20*

##### *Quorum et droits de vote*

- <sup>1</sup> Le comité ne peut valablement siéger que si six voix au moins sont représentées.

- <sup>2</sup> Le comité adopte ses décisions à la majorité des voix exprimées.
- <sup>3</sup> Chaque membre du comité dispose d'une voix. Les voix de la Ville de Genève sont exercées en bloc par celui ou ceux de ses représentant-s qui participe-nt à la séance.
- <sup>4</sup> En cas d'égalité de votes, la voix du président de séance est prépondérante.
- <sup>5</sup> Lorsque les circonstances l'exigent, le comité peut prendre des décisions par voie de circulation (par voie électronique). Dans ce cas, les décisions sont prises si elles recueillent au moins cinq voix. Elles sont dûment mentionnées au procès-verbal de la prochaine séance du comité.
- <sup>6</sup> En cas d'opposition d'un ou de plusieurs membres au principe du vote par voie de circulation, une séance doit être convoquée dans les meilleurs délais.
- <sup>7</sup> Les décisions du comité sont consignées dans un procès-verbal qui, après avoir été approuvé lors de la séance suivante, est signé par le président et le directeur général ou leurs remplaçants.

#### *Article 21*

##### *Compétences*

- <sup>1</sup> Le comité exerce toutes les compétences qui ne sont pas attribuées au conseil intercommunal, notamment:
  - a) définir les orientations stratégiques du groupement;
  - b) superviser la gestion administrative et financière du groupement, ainsi que le maintien de la qualité de la prise en charge sur le plan éducatif; à ce titre, il définit les normes d'encadrement du groupement;
  - c) soumettre au conseil intercommunal les propositions de décisions qui relèvent de sa compétence;
  - d) présenter au conseil intercommunal le projet de budget du groupement;
  - e) présenter au conseil intercommunal un rapport annuel;
  - f) exécuter les décisions du conseil intercommunal;
  - g) accepter les donations ou legs faits avec ou sans destination, s'ils ne contiennent ni charge ni condition ou ne consistent qu'en biens meubles;
  - h) conclure des baux dont la durée n'excède pas douze ans;
  - i) prendre toutes les mesures provisionnelles dont l'urgence est commandée par les intérêts du groupement;
  - j) défendre les intérêts du groupement dans les procès qu'il a ou qui lui sont intentés et prendre les mesures nécessaires;

- k) édicter les dispositions d'application des règlements adoptés par le conseil intercommunal;
- l) se prononcer sur les demandes de levée du secret de fonction des membres du personnel du groupement;
- m) consulter et informer, en tant que de besoin, les principaux partenaires du groupement;
- n) restituer le préavis du groupement à l'attention du comité de l'ACG en application de l'art. 17 al. 1 du statut du personnel de l'Association des communes genevoises du 19 juin 2013 (engagement des cadres).

<sup>2</sup> Le comité peut déléguer au président, au directeur général ou au directeur opérationnel du groupement certaines de ses compétences décisionnelles. L'objet et l'étendue de la délégation sont précisément définis dans la décision du comité. La délégation est révocable en tout temps.

#### *Article 22*

##### *Commissions et groupes de travail*

- <sup>1</sup> A la demande du comité, des commissions et groupes de travail consacrés à l'étude d'objets spécifiques peuvent être constitués.
- <sup>2</sup> Ces commissions et groupes de travail formulent des recommandations à l'attention du comité, qui en saisit le conseil intercommunal si l'objet relève de la compétence de celui-ci.

#### *Article 23*

##### *Procès-verbal*

Il est tenu un procès-verbal des décisions du comité. Après approbation, le procès-verbal est signé par le président et le directeur général ou leurs remplaçants.

#### *Article 24*

##### *Présidence et vice-présidence*

- <sup>1</sup> Le Conseil administratif de la Ville de Genève désigne parmi ses représentants le président du groupement.
- <sup>2</sup> Les représentants des autres communes désignent parmi eux celui qui exerce la fonction de vice-président.
- <sup>3</sup> Le président et le vice-président sont désignés pour la durée de la législature communale. Leurs mandats sont reconductibles.
- <sup>4</sup> Le président dirige les débats du conseil intercommunal et du comité. En cas d'absence ou d'indisponibilité du président, ses compétences sont exercées par le vice-président.

## **CHAPITRE VI – Représentation, gestion, personnel et contrôleurs de gestion**

### *Article 25*

#### *Représentation*

Le groupement est engagé par les signatures conjointes du président et du directeur général, ou de leurs remplaçants.

### *Article 26*

#### *Gestion*

- <sup>1</sup> La gestion opérationnelle et administrative du groupement est assurée par son administration.
- <sup>2</sup> La gestion comptable et financière du groupement est assurée par l'administration de l'Association des communes genevoises, en étroite collaboration avec la direction opérationnelle du groupement. En cas de besoin, l'administration de l'ACG lui assure également un appui juridique.
- <sup>3</sup> La gestion informatique du groupement est assumée par l'administration du service intercommunal d'informatique (SIACG), en étroite collaboration avec la direction opérationnelle du groupement.

### *Article 27*

#### *Personnel*

Le statut du personnel peut prévoir des délégations de compétence à la direction générale, respectivement au directeur opérationnel du groupement.

### *Article 28*

#### *Contrôleurs de gestion*

- <sup>1</sup> Les contrôleurs de gestion sont désignés parmi les magistrats issus de communes membres du groupement non représentées au sein de son comité.
- <sup>2</sup> En complément au travail de l'organe de révision, les contrôleurs de gestion ont pour mission de s'assurer de la bonne gestion du groupement.

Les contrôleurs de gestion établissent un rapport écrit qu'ils présentent au conseil intercommunal lors de sa séance ordinaire.

## **CHAPITRE VII – Droits et devoirs des bénéficiaires des activités parascolaires**

### *Article 29*

#### *Inscription*

Les parents qui désirent que leurs enfants participent aux activités parascolaires définies à l’art. 2 doivent les inscrire dans les délais prescrits par le groupement.

### *Article 30*

#### *Participation financière des familles*

- <sup>1</sup> La participation des familles est calculée en fonction de leur situation économique ainsi que du nombre d’enfants confiés.
- <sup>2</sup> Aucun enfant ne peut être exclu de l’accueil parascolaire en raison de la situation socio-économique de sa famille.
- <sup>3</sup> Les tarifs et les barèmes d’exonération sont précisés dans un règlement adopté par le conseil intercommunal.

### *Article 31*

#### *Sanctions disciplinaires*

Les sanctions disciplinaires pouvant être prononcées à l’égard d’un enfant sont les suivantes:

- a) l’exclusion provisoire jusqu’à trois mois par la direction du groupement;
- b) l’exclusion provisoire pour une durée supérieure à trois mois, mais au maximum jusqu’à la fin de l’année scolaire, par le comité du groupement.

## **CHAPITRE VIII – Adhésion et retrait d’une commune**

### *Article 32*

#### *Adhésion*

- <sup>1</sup> Une commune peut adhérer au groupement pour le début d’une année scolaire moyennant une annonce écrite de sa décision qui doit parvenir au groupement au plus tard le 31 mars de l’année considérée.
- <sup>2</sup> La demande d’adhésion transmise au groupement doit comprendre l’arrêté du Conseil d’Etat approuvant la délibération du Conseil municipal.

- <sup>3</sup> La commune ayant valablement annoncé son adhésion au groupement se voit facturer une cotisation calculée *pro rata temporis* selon les règles de l’art. 6 des présents statuts.

### *Article 33*

#### *Retrait*

- <sup>1</sup> Une commune peut se retirer du groupement pour la fin d’une année scolaire moyennant une annonce écrite de sa décision qui doit parvenir au groupement au moins 18 mois à l’avance.
- <sup>2</sup> La décision de retrait transmise au groupement doit comprendre l’arrêté du Conseil d’Etat approuvant la délibération du Conseil municipal.
- <sup>3</sup> La commune ayant valablement annoncé son retrait du groupement bénéficie des prestations de celui-ci jusqu’à la fin de l’année scolaire de son départ effectif. Elle est redevable de sa contribution pour l’entier de l’année civile concernée.
- <sup>4</sup> Le groupement fixe les modalités financières du retrait, notamment pour ce qui a trait à la quote-part du sortant pour les engagements, emprunts et garanties relatifs à la prévoyance professionnelle de son personnel.
- <sup>5</sup> Le conseil intercommunal statue souverainement en cas de litige.

## **CHAPITRE IX – Dissolution du groupement**

### *Article 34*

#### *Dissolution*

- <sup>1</sup> La dissolution du groupement s’opère par décision prise à l’unanimité des communes membres et conformément à la procédure prévue à l’art. 60 LAC.
- <sup>2</sup> Les compétences législatives du Grand Conseil demeurent réservées.

### *Article 35*

#### *Liquidation*

- <sup>1</sup> En cas de dissolution du groupement, l’actif net après liquidation est remis aux membres proportionnellement à leurs apports financiers des cinq derniers exercices.
- <sup>2</sup> En cas de dissolution du groupement entraînant la fin de son affiliation à l’institution de prévoyance de l’Etat de Genève, le paiement de l’indemnité cou-

vrant l'éventuel découvert de liquidation partielle à la charge du groupement est garanti par les communes membres, en proportion de leur contribution moyenne au groupement durant les cinq dernières années.

- <sup>3</sup> La garantie de paiement de l'indemnité est maintenue pour les communes s'étant retirées du groupement durant les cinq années précédant la décision de dissolution de celui-ci, déduction faite de l'éventuel coût supporté par celles-ci dû en application de l'art. 33, al. 4.

## **CHAPITRE X – Dispositions transitoires et finales**

### *Article 36*

#### *Entrée en vigueur*

- <sup>1</sup> Les présents statuts entrent en vigueur le XX.XX.XXXX, après l'approbation par le Conseil d'Etat des délibérations des conseils municipaux des communes membres.
- <sup>2</sup> Dès leur entrée en vigueur, il est procédé dans les trois mois aux élections complémentaires découlant de la nouvelle composition du comité, conformément à l'art. 17 des présents statuts.

*Art. 2.* – De subordonner cette délibération à l'acceptation de délibérations similaires prises par deux tiers des communes membres du groupement.

*Art. 3.* – De fixer l'entrée en vigueur de ces modifications au lendemain de leur approbation par le département compétent.